

...est envoi d'argent et toutes lettres se rapportant à la publicité doivent être adressés à l'administration

# LE BOSPHORE

2me Année  
Numéro 412  
SAMEDI  
5 Mars 1921  
LE N° 100 PARAS

LAISSEZ DIRE LAISSEZ-VOUS BLÂMER, CONDAMNER, EMPRISONNER, LAISSEZ VOUS PENDRE MAIS PUBLIEZ VOTRE PENSEE  
PAUL-LOUIS COURIER

Journal Politique, Littéraire et Financier

ORGANE FRANÇAIS INDÉPENDANT

Directeur-Propriétaire MICHEL PAILLARÈS

RÉDACTION-ADMINISTRATION:

Péra. Rue des Petits-Champs N. 5

TÉLÉGRAMMES "BOSPHORE" PERA.

Téléphone Péra. 2089

## LE FRONT ALLIÉ CONTRE L'ALLEMAGNE

Les alliés ont fait aux insolentes propositions allemandes la seule réponse qui convenait. Ils refusent de les discuter, et, à l'unanimité, ils ont adressé au gouvernement de Berlin un ultimatum lui donnant jusqu'à lundi prochain pour accepter les bases de l'accord de Paris sur les réparations. Si l'Allemagne refuse, des sanctions seront prises immédiatement.

Ces sanctions, dont on lira plus loin l'énumération, sont d'ordre militaire et d'ordre économique. Elles comportent l'occupation d'un certain nombre de villes de la région de la Ruhr, un prélèvement sur le prix de vente des marchandises allemandes en pays alliés et l'établissement, sous le contrôle de l'Entente, d'une ligne douanière sur le Rhin. Ces mesures seront efficaces, tout en n'exigeant qu'un effort militaire assez minime. Elles auront surtout l'avantage d'atteindre la féodalité industrielle qui, à la suite de Hugo Stinnes, fait depuis des mois une violente campagne contre le traité de Versailles et poursuit, derrière ce paravent, une politique d'affaires et de gros profits personnels.

En dépit des redoutables de quelques organes de la presse allemande qui préchent la rupture avec les alliés, il est probable que l'attitude ferme et la solidarité absolue dont les gouvernements français, anglais et italiens donnent aujourd'hui le spectacle, fera comprendre leur erreur à ceux qui ont poussé M. Simons à témoigner devant la Conférence de tant de hauteur et d'intransigeance.

On sait, en effet, que, en face du programme de réparations issu des accords interalliés de Paris, M. Simons offre généreusement de réduire la dette totale de l'Allemagne à 50 milliards, sur lesquels le Reich en aurait déjà versé vingt. C'est donc à trente milliards, en tout et pour tout, c'est-à-dire à peu près à un milliard par an, que se réduirait la créance future des alliés sur l'Allemagne. C'est avec cette somme ridicule qu'ils devraient pourvoir aux réparations des dommages qu'ils ont subis du fait de la guerre.

Le ministre des affaires étrangères allemands va même plus loin. Non content d'offrir d'édulcorer une somme ridicule, il reprend sans pudeur la thèse de l'irresponsabilité de l'Allemagne dans le conflit qui, pendant cinq ans, a ensanglanté le monde. Mais qu'il lise le dernier discours de M. Lloyd George : il y trouvera une réponse cinglante et catégorique à ses audacieuses affirmations. Et il y verra aussi comment le Premier britannique fait justice des imputations calomnieuses attribuant aux alliés l'intention de détruire, d'anéantir et d'asservir l'Allemagne : « Laissez-moi vous dire qu'une Allemagne libre, heureuse et prospère est indispensable à la civilisation et que nous envisagerions une Allemagne en servitude comme une menace et un fardeau pour la paix européenne... Mais nous demandons qu'elle accomplisse les obligations qu'elle a contractées de réparer les dommages causés par la guerre, dont son gouvernement impérial est responsable... Je ne comprends pas la psychologie permettant à des représentants d'un pays responsable de cette guerre... la plus dévastatrice que le monde ait vue... venir ici avec des propositions pareilles. »

Encore une fois, de telles propositions ne se discutent pas. Les gouvernements et l'opinion des pays alliés sont unanimes sur ce point, et la décision catégorique qui vient d'être prise à Londres recueille tous les suffrages en Angleterre et en Italie aussi bien qu'en France.

On objectera sans doute à Berlin

que le traité de Versailles ne permet pas d'appliquer des sanctions avant le 1er mai 1921, date extrême à laquelle devaient être formulées les exigences de la Commission des réparations. Mais c'est là une argumentation qui ne tient pas. Aux termes du traité de Versailles, en effet, les sanctions n'ont pas été prévues uniquement pour la non-exécution des mesures préliminaires à la date ci-dessus. On sait que, avant cette date, l'Allemagne devait payer, en nature, l'équivalent d'une somme de 20 milliards. Or la moitié au moins de ce montant n'a pas été versée. Les sanctions peuvent donc, valablement, jouer dès aujourd'hui. Il dépend de l'Allemagne seule d'empêcher le déclenchement des mesures arrêtées par les alliés à Londres. Elle ne le peut qu'en souscrivant aux principes généraux de l'accord de Paris, dont les obligations ne dépassent pas les possibilités de l'Allemagne.

E. Thomas.

## LES MATINALES

Les voyages ne forment pas seulement la jeunesse. Ils sont instructifs à tout âge même quand on les entreprend malgré soi et sans grande confiance en leur utilité. Il faut croire que le Premier hellène en conviendra facilement puisqu'il lui aura suffi de quelques jours qu'il a vécus à Paris et à Londres pour adopter une nouvelle façon de penser. Du moins, c'est l'aveu qui résulte des déclarations faites, l'autre jour, à Londres par cet homme d'Etat et dont il nous suffit de retenir les termes en lesquels il apprécie aujourd'hui la personne et l'œuvre de M. Venizelos : « Je suis un grand patriote et je tiens à ce que tous les Hellènes rendent un juste hommage d'admiration. »

C'est à peu près le contraire qu'il disait à Athènes le mois dernier. Il nous importe peu de savoir si des raisons atmosphériques, climatiques ou mystérieuses ont opéré cette réaction miraculeuse en les convictions politiques et nationales de M. Calogheropoulos. Mais il y a lieu d'en rendre grâce au « changement d'air » qui a amené cette réaction et dont on peut déductivement dire, sans être un grand médecin, qu'il convient aux enfants débiles comme aux diplomates handicapés.

Le voyage à Londres de la délégation grecque, ne dit-il avoir que ce résultat, n'aura pas été un voyage tout à fait perdu.

VIDI

Reçu pour la famille dont j'ai signalé la détresse :  
D'un officier supérieur français Ltqs. 2  
De Mme D. P. 1  
De M. Babayan 2  
Anonyme 2

Merci à tous. — VIDI

## EN ARMÉNIE

Qui gouverne ?

Des voyageurs arrivés de Batoum rapportent que le gouvernement de Vratzian a été renversé à son tour par l'ancien gouvernement. Un nouveau mouvement de révolte a éclaté au Zanguezour. Une attaque a été opérée contre Erivan, mais elle a pu être réprimée.

Par ailleurs le Yerguir apprend de Batoum que le gouvernement de Vratzian a été renversé à son tour par l'ancien gouvernement. Un nouveau mouvement de révolte a éclaté au Zanguezour. Une attaque a été opérée contre Erivan, mais elle a pu être réprimée.

## LES PROBLÈMES DE LA PAIX L'Allemagne et la Turquie devant la Conférence

L'ultimatum de l'Entente aux Allemands

La réponse

de la délégation turque

Londres, 3. T. H. R. — La délégation turque communiqua dans la soirée de mercredi au secrétariat de la conférence qu'elle est prête à souscrire au traité de Sévres en son entier, les questions de Smyrne, de Thrace, d'Arménie et du Kurdistan devant être résolues ultérieurement, et sous la réserve de sauvegarde de la souveraineté économique et financière de la Turquie.

La réponse des Alliés

à la délégation allemande

Londres, 3. T. H. R. — Jeudi, à midi, M. Lloyd George signifia à Von Simons que les contre-propositions allemandes ne sont susceptibles d'aucun examen, par suite de l'attitude du Reich dans la question des réparations. M. Lloyd George ajouta que les manquements graves de l'Allemagne à ses obligations et ses violations du traité concernant les questions du charbon, du désarmement, de la question du versement des vingt milliards de marks, et la non punition des coupables, et l'Allemagne repoussant les atténuations proposées par les alliés concernant les réparations, elle renonce donc *ipso facto* aux différents avantages concédés lors des dernières conférences. Dans ces conditions, si, dans le délai expirant, lundi prochain, les Allemands n'acceptent pas les bases de l'accord de Paris relativement aux réparations, les alliés ont décidé d'appliquer les mesures suivantes : 1. Occupation par les troupes alliées de Duisburg, Ruhrort, Düsseldorf ; 2. prélèvement sur le prix de vente des marchandises allemandes en pays alliés, de telles taxes que ces pays jugeront convenables ; 3. établissement d'une ligne douanière sur le Rhin, sous le contrôle des alliés.

Il est en outre nettement expliqué aux Allemands que les modifications susceptibles d'être apportées aux conditions économiques pourront porter uniquement sur les modalités de paiement dans le genre de celles réduisant de 42 à 30 ans les annuités prévues.

Les responsabilités et les devoirs de l'Allemagne

M. Lloyd George les établit une fois de plus

Londres, 3. T. H. R. — M. Lloyd George prononça le discours suivant dans la séance d'aujourd'hui :

Les contre-propositions allemandes sont le résultat direct des discours prononcés par M. Von Simons en Allemagne après

MORT DE  
M. E. LABUSSIÈRE

C'est avec une douloureuse stupeur que la colonie française a appris, hier matin, la mort subite — dans la nuit de jeudi à vendredi — de M. E. Labussière, agent général des Messageries Maritimes, président de l'Union française.

Nulle perte ne pouvait affecter davantage les Français de Constantinople que celle de M. Labussière, car nul ne rendit ici plus de services à ses compatriotes et à son pays.

Ancien élève de l'Ecole supérieure de commerce de Paris, M. Labussière était entré presque immédiatement au service de la Compagnie des Messageries Maritimes, où ses qualités de premier ordre furent vite appréciées, et où il ne tarda pas à occuper une brillante situation. Mais ces devoirs administratifs étaient loin d'occuper toute l'activité de M. Labussière. Il n'est pas une œuvre française de Constantinople à laquelle il ne se soit consacré, à laquelle il n'ait apporté le secours de son jugement sûr et de son inépuisable dévouement. Il était vice-président de la Ligue de Solidarité, administrateur-délégué de l'Hôpital Franchet d'Espèrey, et président de l'Union française.

A ces titres divers, il s'est dépensé sans compter. Toujours prêt à prendre une initiative, à faire une démarche, à endosser une responsabilité, sa complaisance n'avait d'égale que sa modestie et la simplicité de son commerce.

Sa mort laisse un vide qu'il sera difficile de combler. C'est un grand deuil pour la colonie française à Constantinople.

la conférence de Paris et de l'accueil fait à ses discours par la presse et les auditeurs allemands.

Une des déclarations les plus importantes faites par M. Von Simons à Stuttgart est celle comportant le rejet de la responsabilité allemande pour la guerre. Cette déclaration fut partout acclamée en Allemagne et peut-être envisagée comme représentant l'attitude réelle de ce pays envers le traité de Versailles.

Au point de vue des alliés, la responsabilité de l'Allemagne dans la déclaration de guerre est fondamentale ; c'est la base sur laquelle le traité a été édifié. Si cette base est rejetée le traité est détruit. Voilà pourquoi les alliés sentent qu'ils doivent prendre en considération, que le gouvernement allemand, avec l'appui apparent de l'opinion publique allemande, porte un défi au fondement même, du traité de Versailles.

Des propositions comme celles faites par von Simons, sont tout simplement, le corollaire de cette nouvelle attitude. Si l'Allemagne envisage ses obligations dans cet état d'esprit, il est évident qu'elle doit faire des contre-propositions pareilles. Nous voulons par conséquent établir une fois pour toutes, que la responsabilité de l'Allemagne pour la guerre est un fait indiscutable.

Si le traité de Francfort de 1871 a été basé sur le point de vue que la France était dans son tort, par conséquent l'Allemagne demandait non seulement, une réparation, mais un dédommagement par la France de toutes les dépenses de la guerre.

L'Allemagne n'a jamais admis que cela fut discuté et maintenant nous insistons que le jugement sur la responsabilité de cette dernière, appuyé sur l'opinion du monde entier civilisé, doit nécessairement être respecté. Tant que l'Allemagne n'a pas accepté cette situation, les conférences sont inutiles.

La lecture des discours prononcés en Allemagne et celle des articles publiés par la presse allemande, m'ont convaincu, malgré moi, que l'Allemagne n'apprécie pas le véritable caractère des demandes qui lui sont faites. Le peuple allemand est sous l'impression que nos demandes constituent une exigence intolérable et qu'il faut détruire leur grand pays et de le rendre esclave. Laissez-moi dire tout de suite que nous croyons qu'une Allemagne libre, heureuse et prospère est indispensable à la civilisation et que nous envisagerions une Allemagne mécontente et asservie, comme une menace et un fardeau pour la civilisation européenne.

Nous n'avons nullement l'intention d'imposer une servitude au peuple allemand ; nous demandons seulement qu'elle accomplisse les obligations qu'elle a contractées, de réparer les dommages qu'elle a causés par la guerre, dont son gouvernement impérial est responsable.

Par le traité de Francfort, elle a établi le principe : que la nation responsable de la provocation d'une guerre doit en payer les frais. Or, dans les pays alliés, ces frais sont tellement énormes qu'il est impossible qu'un seul pays puisse seul les liquider. Voilà pourquoi, dans le traité de Versailles, nous n'avons pas demandé à l'Allemagne, un seul mark en papier, pour les dépenses faites par pays alliés pour leurs dépenses. Il est important pour le public allemand de comprendre entièrement que nous insistons seulement sur le paiement, par l'Allemagne, des réparations pour les dommages matériels supportés par les propriétés, et pour les dégâts subis par les habitants dans leurs foyers et leurs personnes. Nous ne demandons pas davantage : nous n'accepterons pas moins.

Après avoir parlé des ravages causés par les Allemands en France et en Belgique et de la perte de 8 millions de tonnes

de la marine anglaise, M. Lloyd George a fait la comparaison avec les pertes insignifiantes subies par l'Allemagne en tenant compte de quelques exceptions dans la Prusse orientale.

Les fabriques de l'Allemagne sont intactes, dit M. Lloyd George, et au moment où la guerre a été terminée, elles pouvaient se remettre au travail et vendre leurs produits, tandis que les alliés ont vu leurs fabriques démolies, leurs machines détruites et enlevées.

Si l'Allemagne ne fait pas de réparations, les vainqueurs supporteront les conséquences de la défaite et, les vaincus récolteront les fruits de la victoire.

M. Lloyd George termina ainsi : « Je ne puis comprendre la psychologie permettant des représentants d'un pays responsable de cette guerre, la plus dévastatrice, que le monde ait jamais vue, de venir ici, avec des propositions pareilles. Ce que l'Allemagne offre maintenant à la France et à l'Angleterre, ne représente même pas le quart du montant des pertes qu'elles ont subies et encore elle ne l'offre qu'à la condition que nous devrions leur fournir cette somme de notre propre poche, par suite des difficultés qu'elle éprouve pour se procurer de l'argent sur son propre marché. »

L'Allemagne n'a pas versé les 20 milliards de marks or

Paris, 3. T. H. R. — La commission des réparations communiqua une note qui fait ressortir d'une façon très nette la mauvaise foi du gouvernement allemand en ce qui concerne le versement des 20 milliards de marks or, qu'il prétend avoir fait à l'Entente. Il résulte des arguments très précis de cette note que l'Allemagne est loin de s'être acquittée et que le solde employé dépasserait encore 12 milliards. En conséquence, la commission des réparations a invité le gouvernement du Reich à payer le reliquat avant le 1er avril, ainsi que l'y oblige l'article 335 du traité de Versailles.

Commentaires allemands

Berlin, 3. T. H. R. — Les journaux allemands constatent que les chances de succès dans la discussion des contre-propositions allemandes sont infinies et semblent d'ailleurs désirer la rupture.

Le Lokal Anzeiger déclare que l'Allemagne a tout intérêt à une rupture pendant la conférence de Londres. Il ajoute que l'occupation de nouveaux territoires créerait pour l'Allemagne une situation beaucoup plus avantageuse que la situation actuelle.

(Voir la suite de « L'Allemagne et la Turquie devant la Conférence » en 2me page)

## NOS DÉPÊCHES

La question gréco-turque

Genève, 4 mars

La «New-York Herald» dit que la question gréco-turque ne sera définitivement réglée que si les gouvernements alliés appliquent la solution qu'ils jugeront la meilleure sans tenir aucun compte des susceptibilités locales. Il ajoute encore que l'Entente doit garantir par toute l'autorité dont elle dispose le respect absolu de la solution imposée. — (Bosphore)

Sofia, 4 mars

Le journal «Epoca» de Belgrade est informé d'Athènes que le 1er mars a eu lieu dans cette ville la réunion des comités exécutifs de tous les partis politiques grecs pour statuer au sujet de mesures à prendre en vue de la situation créée au pays par les récents événements de Londres. Il fait remarquer que des membres du parti venizelistes y ont également pris part. Les discussions ont été importantes et ont porté spécialement sur 4 points :

1. Le maintien du refus d'accepter l'enquête internationale.  
2. Le renforcement de la mobilisation.

4. L'éventualité de la constitution d'un cabinet de coalition. — (Bosphore)

Paris, 4 mars

Le «Petit Parisien» croit que les Alliés ne peuvent revenir sur une décision prise en base des principes exposés par les délégations grecque et turque. Il assure que les gouvernements alliés sont fermement résolus d'entourer leur proposition de toutes les garanties que les résultats de la commission d'enquête représentent la réalité ethnique des provinces contestées. — (Bosphore)

Paris, 4 mars

Le «Daily Chronicle» recommande aux hommes d'Etat hellènes de ne pas sortir de l'esprit pacifique qui anime actuellement tous les peuples fatigués de guerre. — (Bosphore)

Paris, 4 mars

Le «Evening Standard» critique sévèrement l'ironie du «Volkzeitung» de Berlin, disant que le singe qui a mordu le roi Alexandre a avalé également le traité de Sévres ; il qualifie cet esprit de «mal-venu». — (Bosphore)

Le président Harding

3 mars. — Le président Harding est arrivé à Washington aujourd'hui à 1 heure. La cérémonie d'investiture aura lieu demain. Une affluence considérable réserva au président un accueil triomphal. — (T. S. F.)

France

T. S. F.

Paris, 3. T. H. R. — Dans la Journée industrielle M. Deschamps, ex-sous-secrétaire d'Etat des postes et télégraphes, montre l'effort accompli par la France, en vue de propager la radiotélégraphie.

Si nous savons agir vite conclut M. Deschamps, la France peut, dans deux ou trois ans, avoir acquis par T. S. F., une situation unique dans le monde.

Les conférences de M. Poincaré

Paris, 3. T. H. R. — M. Poincaré au cours de sa quatrième conférence sur les origines de la guerre, a fait un exposé magistral des heures d'angoisse que vécurent l'Europe de juillet 1912 en juillet 1914.

Hommage au soldat inconnu

Paris, 3. A. T. L. — L'amiral Acton, accompagné de deux officiers italiens, a déposé une couronne sur la tombe du soldat inconnu.

A la Chambre italienne

Rome, 3. A. T. L. — La Chambre, avant de clore ses travaux, a procédé à l'élection de la commission pour le renouvellement des circonscriptions électorales, en conformité avec la nouvelle loi.

La Chambre a repris la discussion du projet de loi instituant une commission pour la réforme administrative.

La question d'Orient

Londres, 3. A. T. L. — Si des questions secondaires sont restées en suspens dit le Times en ce qui concerne l'Orient, on peut dire que ce problème a reçu, dans son ensemble, une solution satisfaisante.

La décision ultérieure des alliés dépendra de l'attitude définitive qu'adopteront les gouvernements turc et grec.











